

*Initiatives ministérielles*

alors que tout le monde de ce côté et probablement quelques-uns de l'autre également disaient: «Pour l'amour du ciel, si vous devez imposer cette taxe, ce n'est pas le moment, pas après 32 augmentations en six ans, vous aller achever le consommateur. Vous allez frapper surtout les classes à faibles et moyens revenus, parce que leurs dépenses en biens de consommation sont proportionnellement bien plus élevées que celles de la classe à hauts revenus.»

Il y a certains aspects de cela que je voudrais faire ressortir. Je me rappelle qu'en 1984 le premier ministre Mulroney disait que les programmes sociaux canadiens étaient des dépôts sacrés. Depuis trois ans, nous nous attaquons à ces programmes sociaux de tous côtés. Le gouvernement a d'abord présenté le projet de loi C-69, qui s'attaquait aux paiements de transfert et de péréquation et qui réduisait le RAPC. Maintenant, il en proroge l'application jusqu'en 1995 avec ce projet de loi. Nous avons augmenté les cotisations d'assurance-chômage. Nous avons réduit les prestations d'assurance-chômage. La part de l'employeur et de l'employé a augmenté de plus de 50 p. 100 en deux ans.

Quand vous achetez quelque chose dans ma province de Terre-Neuve, il faut automatiquement ajouter 20 p. 100 à son prix. Les gens n'ont déjà plus les moyens de se payer ce qu'ils achètent, et par-dessus le marché, ils doivent payer 20 p. 100 de plus. Et pour couronner le tout, les services médicaux diminuent et les frais de scolarité augmentent à cause de la réduction des paiements de transfert. Ce sont des programmes qui font partie de notre patrimoine national, les Canadiens ne peuvent pas s'en passer. Aux États-Unis et ailleurs, les gens nous envient de vivre dans un pays aussi formidable. Et si vous venez de Terre-Neuve, c'est encore mieux, je pense. Les gens disent alors que nous avons beaucoup de chance de venir de ce coin si charmant.

En tant que Terre-Neuviens et Canadiens, nous avons toujours été très fiers de vanter, devant nos amis étrangers, les mérites de notre système et de chanter les louanges de notre pays où les provinces les plus riches aident un peu les moins riches.

**Une voix:** Plus qu'un peu.

**M. Mifflin:** Bon, d'accord, plus qu'un peu sans doute.

L'essentiel, c'est que les provinces les plus riches aident les plus pauvres. Il n'y a pas d'euphémisme pour exprimer cette réalité. Ça ne me dérange pas de dire que je viens d'une province pauvre. Je suis très fier d'être originaire de cette province. Sa pauvreté ne change en rien le patriotisme de ses habitants. C'est pour eux un honneur d'être citoyens canadiens.

Mais ne nous égarons pas. Un des avantages d'être Canadien est la certitude universelle que notre pays prendra soin de nous. Si on n'avait pas de travail, on touchait l'assurance-chômage. Si on était malade, on n'avait pas besoin pour aller voir un médecin de se soucier d'avoir beaucoup d'argent ou un gros crédit sur son compte VISA. Si on connaissait des temps difficiles et que, d'une manière ou d'une autre, on perdait son emploi ou on était licencié, alors il y avait un système d'assistance sociale pour prendre soin de vous. C'était un très bon système, et je suis désolé de devoir dire dans le discours que je prononce ici que tout cela est en train de changer.

Voici ce que me disent mes électeurs: «Nous savons que les temps sont durs. Nous ne sommes pas certains de ce que nous pouvons faire pour y remédier, mais pour l'amour du ciel, conservons ce que nous avons maintenant qui est vital.» Les gens ne s'attendent plus à jouir de la sécurité qu'ils avaient auparavant. Le bilan de ces dernières années n'est pas encourageant à cet égard. Ils ont peur de perdre complètement l'assurance-chômage ainsi que l'assurance-maladie. Ils craignent que les prestations d'aide sociale ne soient pas suffisantes. Ils ont peur, et je ne veux pas augmenter leurs craintes. Le gouvernement dit: «La dette est trop élevée; par conséquent il faut que nous retirions de l'argent aux provinces.» En fait, voilà ce qu'il dit vraiment: «Nous allons retirer de l'argent aux Canadiens à revenu moyen et faible.» Un grand nombre d'entre eux sont à la tribune et composent le personnel. Je ne pense pas que cela soit juste ni équitable.

J'étais en voyage d'affaires aux États-Unis la semaine dernière et j'ai eu le plaisir d'avoir la compagnie de mes collègues américains, des sénateurs et des membres du Congrès, et je peux dire, ici à la Chambre, que j'en ai rencontré près de 20, mais la chose remarquable dont je me souviens, c'est qu'ils m'ont tous dit sans exception: «Ah, vous êtes Canadien, parlez-moi de votre système d'assurance-maladie.»

Ils sont inquiets aux États-Unis. Il y a 37 millions de personnes qui n'ont absolument aucune assurance. Ces gens souffrent de divers maux, mais ils ne consultent pas le médecin parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Par conséquent, leur état s'aggrave et quand ils se décident enfin à le consulter, il est trop tard ou ça leur coûte les yeux de la tête.

Les Américains dépensent 800 milliards de dollars en soins de santé, soit 3 500 \$ par personne en moyenne. Si j'en crois mes amis médecins, c'est énorme. Alors, ces 37 millions d'Américains sont inquiets.